

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2000 — 2974

[C — 2000/27524]

**8 NOVEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant création du comité de concertation pour l'environnement de l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles telle que modifiée, notamment les articles 6, X, 1^{er} alinéa, 7°, 68, 69 et 83, § 1^{er};

Vu le décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et des aérodromes relevant de la Région wallonne;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 25 avril 1991;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 20 juillet 2000 portant sur l'accord-cadre visant les conditions du développement des aéroports régionaux et les mesures environnementales y relatives;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Disposition introductive***Article 1^{er}.** Un comité de concertation pour l'environnement de l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud, dénommé ci-après le comité, est créé en vue d'assurer au mieux l'intégration de l'aéroport dans son environnement, notamment dans le cadre de l'exécution et du suivi des mesures adoptées par le Gouvernement.CHAPITRE II. — *Composition du comité***Art. 2.** Le comité est composé comme suit :

a) en qualité de membres :

1^{er} groupe :

- un représentant du Ministre-Président;
- un représentant du Ministre qui a l'équipement et l'exploitation des aéroports dans ses attributions;
- un représentant du Ministre de l'Environnement;
- un représentant du Ministre de la Mobilité et des Transports;
- un représentant de la société de gestion de l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud;
- un représentant de Belgocontrol.

2^{ème} groupe : trois représentants des utilisateurs de l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud;3^{ème} groupe : un représentant de chacun des conseils communaux des communes concernées par le plan d'exposition au bruit de l'aéroport;4^{ème} groupe : six représentants des riverains de l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud;

b) en qualité d'observateurs :

- 1° un représentant de l'administration de l'Aéronautique;
- 2° deux représentants du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports;
- 3° un représentant de la Société régionale wallonne du Transport;
- 4° un représentant de SERINFO-Charleroi.

Le comité peut inviter toute personne susceptible d'apporter des éléments d'information à ses délibérations.

Art. 3. § 1^{er}. Les membres et observateurs du comité sont nommés pour une durée de quatre ans par le Gouvernement sur proposition du Ministre qui a l'équipement et l'exploitation des aéroports dans ses attributions.

§ 2. Chaque autorité et organe siégeant au comité transmettra une liste double de candidats.

§ 3. Pour ce qui concerne la représentation des riverains, ces derniers seront désignés par le Gouvernement, sur proposition du Ministre qui a l'équipement et l'exploitation des aéroports dans ses attributions, parmi les habitants des communes concernées par le plan d'exposition au bruit et après une procédure d'appel public à candidature, qui sera annoncé par SERINFO tant par voie d'affiches que par voie de presse.

La représentation des riverains respecte, d'une part, une répartition géographique équilibrée et, d'autre part, une représentation équilibrée spécifique :

- des catégories socio-professionnelles;
- des propriétaires et des locataires;
- des riverains membres ou non d'associations de riverains.

Une même association ou organe représentatif des riverains ne peut disposer que de deux représentants maximum au sein du comité de concertation.

Le Ministre qui a l'équipement et l'exploitation des aéroports dans ses attributions détermine les modalités visant à organiser les candidatures des représentants des riverains.

Art. 4. Chaque membre effectif a un suppléant, nommé en même temps et de la même manière que lui.

Le membre effectif qui ne peut se rendre à une réunion avertit lui-même son suppléant.

Le suppléant termine le mandat du membre effectif qui est décédé, a donné sa démission ou a perdu la qualité ou le titre qui justifiait sa nomination. Un nouveau suppléant est nommé pour achever le mandat en cours. Un nouveau suppléant est pareillement nommé pour remplacer le suppléant qui est décédé, a donné sa démission ou a perdu la qualité ou le titre qui justifiait sa nomination.

Art. 5. Le président est désigné parmi les représentants des communes participant au comité. Il est élu lors de la réunion de mise en place du comité.

CHAPITRE III. — *Fonctionnement du comité*

Art. 6. § 1^{er}. Le comité fixe son règlement d'ordre intérieur en vue de l'exécution des dispositions reprises au présent chapitre.

§ 2. Le comité se réunit au moins deux fois par an à l'initiative de son président.

§ 3. Le président fixe l'ordre du jour des séances et convoque le comité de concertation à la demande d'un tiers au moins de ses membres, à la demande du Ministre qui a l'équipement et l'exploitation des aéroports dans ses attributions ou de sa propre initiative.

La demande doit être assortie d'une proposition d'ordre du jour.

§ 4. Pour qu'un avis soit valablement donné, les deux tiers des membres ayant voix délibérative ou la moitié des membres de chaque groupe doivent être présents.

§ 5. Les membres du comité ont voix délibérative. Toutefois, l'ensemble des voix de chaque groupe est pondéré de manière à représenter 25 % du vote final.

§ 6. Les avis émis par le comité sont donnés à la majorité des deux tiers des voix après pondération.

Les avis valablement émis par le comité, à savoir les avis de majorité et les avis de minorité, sont transmis, par l'intermédiaire de son secrétariat, au Ministre compétent.

§ 7. Une information générale destinée à l'ensemble de la population concernée est effectuée une fois par an par le comité de concertation.

§ 8. Le secrétariat du comité est assuré par le représentant du service SERINFO.

Art. 7. Le mandat des membres est exercé à titre gratuit.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. Le Ministre qui a l'Équipement et l'exploitation des Aéroports dans ses attributions est chargé de l'application du présent arrêté.

Namur, le 8 novembre 2000.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Économie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 2000 — 2974

[C — 2000/27524]

**8. NOVEMBER 2000 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Gründung des Umweltkonzertierungsausschusses des Flughafens Charleroi-Brüssel Süd**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, in seiner abgeänderten Fassung, insbesondere der Artikel 6, X, Absatz 1, 7°, 68, 69 und 83, § 1;

Aufgrund des Dekrets vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 25. April 1991;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2000 über das Rahmenübereinkommen bezüglich der Bedingungen für die Entwicklung der regionalen Flughäfen und der diesbezüglichen Umweltmaßnahmen;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der K.M.B, der Forschung und der neuen Technologien,

Beschließt:

KAPITEL I — *Einführungsbestimmung*

Artikel 1 - Ein Umweltkonzertierungsausschuss des Flughafens Charleroi-Brüssel Süd, nachstehend "der Ausschuss" genannt, wird gegründet, um eine optimale Integration des Flughafens in seiner Umwelt zu gewährleisten, insbesondere im Rahmen der Durchführung und Weiterführung der von der Regierung verabschiedeten Maßnahmen.

KAPITEL II — *Zusammensetzung des Ausschusses*

Art. 2 - Der Ausschuss setzt sich folgendermaßen zusammen:

a) als Mitglieder:

1ste Gruppe:

— ein Vertreter des Minister-Präsidenten;

— ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Ausrüstung und der betrieb der Flughäfen gehören;

— ein Vertreter des Ministers der Umwelt;

- ein Vertreter des Ministers der Mobilität und des Transportwesens;
- ein Vertreter der Verwaltungsgesellschaft des Flughafens Charleroi-Brüssel Süd;
- ein Vertreter von Belgocontrol;

2te Gruppe: drei Vertreter der Benutzer des Flughafens Charleroi-Brüssel Süd;

3te Gruppe: ein Vertreter eines jeden der Gemeinderäte der von dem Lärmbelastungsplan des Flughafens betroffenen Gemeinden;

4te Gruppe: sechs Vertreter der Anlieger des Flughafens Charleroi-Brüssel Süd;

b) als Beobachter:

1° ein Vertreter der Luftfahrtverwaltung;

2° zwei Vertreter des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen;

3° ein Vertreter der "Société régionale wallonne du Transport" (Wallonische Regionale Verkehrsgesellschaft);

4° ein Vertreter von SERINFO-Charleroi.

Der Ausschuss ist berechtigt, jede Person, die einschlägige Informationen liefern kann, zu seinen Beratungen zu laden.

Art. 3 - § 1. Die Mitglieder und Beobachter des Ausschusses werden auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Ausrüstung und der Betrieb der Flughäfen gehören, von der Regierung für eine Dauer von vier Jahren ernannt.

§ 2. Jede an den Sitzungen des Ausschusses teilnehmende Behörde und jedes Organ übermittelt eine doppelte Liste der Kandidaten.

§ 3. Was die Vertretung der Anlieger betrifft, werden die Letzteren auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Ausrüstung und der Betrieb der Flughäfen gehören, unter den Einwohnern der von dem Lärmbelastungsplan betroffenen Gemeinden und nach einem Verfahren zum Aufruf an die Öffentlichkeit zur Einreichung von Bewerbungen von der Regierung bezeichnet. Dieser Aufruf an die Öffentlichkeit zur Einreichung von Bewerbungen wird von SERINFO sowohl durch Anschlag oder durch die Presse angekündigt.

Die Vertretung der Anlieger berücksichtigt einerseits eine ausgewogene geographische und andererseits eine ausgewogene spezifische Verteilung:

der sozialberuflichen Kategorien;

der Eigentümer und Mieter;

der Anlieger, ob diese Mitglieder von Anliegervereinigungen sind oder nicht.

Eine selbe Vereinigung oder ein selbes, die Anlieger vertretendes Organ kann lediglich über höchstens zwei Vertreter innerhalb des Konzertierungsausschusses verfügen.

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Ausrüstung und der Betrieb der Flughäfen gehören, bestimmt die Modalitäten zur Organisation der Bewerbungen der Anliegervertreter.

Art. 4 - Jedes effektive Mitglied hat einen Stellvertreter, der gleichzeitig und auf die gleiche Weise ernannt wird.

Das effektive Mitglied, das nicht an einer Sitzung teilnehmen kann, setzt seinen Stellvertreter selbst davon in Kenntnis.

Der Stellvertreter beendet das Mandat des effektiven Mitglieds, das verstorben ist, seinen Rücktritt erklärt oder die Eigenschaft oder den Titel, die bzw. der seine Ernennung rechtfertigte, verloren hat. Ein neuer Stellvertreter wird ernannt, um das laufende Mandat zu beenden. Es wird ebenso ein neuer Stellvertreter ernannt, um den Stellvertreter zu ersetzen, der verstorben ist, seinen Rücktritt erklärt oder die Eigenschaft oder den Titel, die bzw. der seine Ernennung rechtfertigte, verloren hat.

Art. 5 - Der Vorsitzende wird unter den Vertretern der an dem Ausschuss teilnehmenden Gemeinden bezeichnet. Er wird im Laufe der Versammlung für die Einsetzung des Ausschusses ernannt.

KAPITEL III — *Arbeitsweise des Ausschusses*

Art. 6 - § 1. Der Ausschuss legt seine allgemeine Dienstordnung für die Durchführung der in dem vorliegenden Kapitel angeführten Bestimmungen fest.

§ 2. Der Ausschuss tritt mindestens zweimal im Jahr auf Initiative seines Vorsitzenden zusammen.

§ 3. Der Vorsitzende legt die Tagesordnung der Sitzungen fest und beruft den Konzertierungsausschuss auf Antrag von mindestens einem Drittel seiner Mitglieder, auf Antrag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Ausrüstung und der Betrieb der Flughäfen gehören, oder aus Eigeninitiative ein.

Dem Antrag muss ein Vorschlag zur Tagesordnung beigefügt werden.

§ 4. Damit ein Gutachten rechtsgültig abgegeben wird, müssen zwei Drittel der Mitglieder mit beschließender Stimme oder die Hälfte der Mitglieder von jeder Gruppe anwesend sein.

§ 5. Die Ausschussmitglieder haben beschließende Stimme. Die Gesamtheit der Stimmen einer jeden Gruppe wird jedoch derart gewogen, dass sie 25 % der Schlussabstimmung entspricht.

§ 6. Die vom Ausschuss abgegebenen Gutachten werden mit der Zweidrittelmehrheit nach Stimmenwägung abgegeben.

Die vom Ausschuss rechtsgültig abgegebenen Gutachten, das heißt die Mehrheitsgutachten und Minderheitsgutachten, werden dem zuständigen Minister durch das Sekretariat des Ausschusses übermittelt.

§ 7. Eine für die Gesamtheit der betroffenen Bevölkerung bestimmte allgemeine Information wird einmal im Jahr durch den Konzertierungsausschuss vorgenommen.

§ 8. Das Sekretariat des Ausschusses wird von dem Vertreter des SERINFO-Dienstes übernommen.

Art. 7 - Das Mandat der Mitglieder wird nicht entlohnt.

KAPITEL IV — *Schlussbestimmungen*

Art. 8 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 9 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Ausrüstung und der Betrieb der Flughäfen gehören, wird mit der Anwendung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. November 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 2000 — 2974

[C — 2000/27524]

**8 NOVEMBER 2000. — Besluit van de Waalse Regering
tot oprichting van een overlegcomité voor de omgeving van de luchthaven Charleroi-Brussel-Zuid**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, inzonderheid op de artikelen 6, X, eerste lid, 7°, 68, 69 en 83, § 1;

Gelet op het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 25 april 1991;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 20 juli 2000 betreffende de raamovereenkomst m.b.t. de ontwikkelingsvoorwaarden van de gewestelijke luchthavens en de desbetreffende milieumaatregelen;

Op de voordracht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Er wordt een overlegcomité voor de omgeving van de luchthaven Charleroi-Brussel-Zuid opgericht, hierna het Comité genoemd. Dat comité moet zorgen voor de vlotte integratie van de luchthaven in zijn omgeving, met name in het kader van de uitvoering en de opvolging van de door de Regering aangenomen maatregelen.

HOOFDSTUK II. — *Samenstelling van het comité*

Art. 2. Het overlegcomité bestaat uit :

a) leden :

eerste groep :

- een vertegenwoordiger van de Minister-President;
- een vertegenwoordiger van de Minister die bevoegd is voor de Uitrusting en de Uitbating van Luchthavens;
- een vertegenwoordiger van de Minister van Leefmilieu;
- een vertegenwoordiger van de Minister van Vervoer en Mobiliteit;
- een vertegenwoordiger van de vennootschap die instaat voor het beheer van de luchthaven van Charleroi-Brussel-Zuid;

— een vertegenwoordiger van Belgocontrol;

tweede groep : drie vertegenwoordigers van de gebruikers van de luchthaven van Charleroi-Brussel-Zuid;

derde groep : een vertegenwoordiger van de gemeenteraad van de gemeenten die betrokken zijn bij het plan inzake de blootstelling aan geluidshinder;

vierde groep : zes vertegenwoordigers van de omwoners van de luchthaven van Charleroi-Brussel-Zuid;

b) waarnemers :

1° een vertegenwoordiger van het Bestuur van de Luchtvaart;

2° een vertegenwoordiger van het Waals Ministerie van Uitrusting en Vervoer;

3° een vertegenwoordiger van de "Société régionale wallonne du Transport" (Waalse gewestelijke vervoermaatschappij);

4° een vertegenwoordiger van SERINFO-Charleroi.

Het comité mag elke persoon uitnodigen die nuttige gegevens kan verstrekken tijdens de beraadslagingen van het comité.

Art. 3. § 1. De leden en de waarnemers van het comité worden voor vier jaar door de Regering benoemd op de voordracht van de Minister die bevoegd is voor de uitrusting en de uitbating van luchthavens.

§ 2. De besturen en de organen die zitting hebben in het comité, zullen een dubbeltal overmaken.

§ 3. De vertegenwoordigers van de omwoners worden op de voordracht van de voor de uitrusting en de uitbating van luchthavens bevoegde Minister door de Regering aangewezen onder de inwoners van de gemeenten die betrokken zijn bij het plan inzake de blootstelling aan geluidshinder, na een oproep tot de kandidaten gedaan door SERINFO d.m.v. affiches of via de pers.

Bij de vertegenwoordiging van de omwoners wordt rekening gehouden met zowel een evenwichtige geografische verdeling als een evenwichtige representativiteit van :

- de sociaal-economische categorieën;

- de eigenaars en huurders;
- de omwoners die al dan niet lid zijn van verenigingen van omwoners.

Per omwonersvereniging of -orgaan mogen maximum twee vertegenwoordigers zitting hebben binnen het overlegcomité.

De Minister die bevoegd is voor de uitrusting en de uitbating van luchthavens, bepaalt de nadere regels voor de kandidaatstellingen van de vertegenwoordigers van de omwoners.

Art. 4. Elk gewoon lid heeft een plaatsvervanger die tegelijkertijd en op dezelfde wijze wordt benoemd.

Het gewoon lid dat een vergadering niet kan bijwonen, verwittigt zelf zijn plaatsvervanger.

De plaatsvervanger beëindigt het mandaat van een gewoon lid in geval van diens overlijden, ontslag of verlies van de hoedanigheid of de titel waarop zijn benoeming slaat. Een nieuw plaatsvervangend lid wordt benoemd om het lopende mandaat te beëindigen.

Op dezelfde wijze wordt een nieuw plaatsvervangend lid benoemd om de plaatsvervanger te vervangen in geval van diens overlijden, ontslag of verlies van de hoedanigheid of de titel waarop zijn benoeming slaat.

Art. 5. De voorzitter wordt aangewezen onder de vertegenwoordigers van de gemeenten die zitting hebben in het comité.

Hij wordt gekozen tijdens de vergadering die belegd wordt voor de oprichting van het comité.

HOOFDSTUK III. — *Werking van het comité*

Art. 6. § 1. Het comité maakt een huishoudelijk reglement op met het oog op de uitvoering van de bepalingen van dit hoofdstuk.

§ 2. Het comité vergadert ten minste twee keer per jaar op initiatief van de voorzitter.

§ 3. De voorzitter bepaalt de agenda van de vergaderingen en roept het overlegcomité bijeen op verzoek van ten minste één derde van de leden, op verzoek van de Minister die bevoegd is voor de uitrusting en de uitbating van luchthavens, of op eigen initiatief.

Bij de aanvraag moet een agendavoorstel gevoegd worden.

§ 4. Adviezen worden op geldige wijze uitgebracht bij aanwezigheid van tweederde van de stemgerechtigde leden of van de helft van de leden van elke groep.

§ 5. De leden van het comité zijn stemgerechtigd. De gezamenlijke stemmen van elke groep worden nochtans gewogen, zodat 25 % van de eindstemmen wordt vertegenwoordigd.

§ 6. De adviezen van het comité worden uitgebracht met een meerderheid van tweederde van de stemmen na weging.

De door het comité op geldige wijze uitgebrachte adviezen, namelijk de meerderheids- en minderheidsadviezen, worden door het secretariaat aan de bevoegde Minister overgemaakt.

§ 7. Eén keer per jaar verstrekt het overlegcomité algemene inlichtingen aan de betrokken bevolking.

§ 8. Het secretariaat van het comité wordt waargenomen door de vertegenwoordiger van de SERINFO-dienst.

Art. 7. Het mandaat van de leden is onbezoldigd.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 9. De Minister tot wiens bevoegdheden de Uitrusting en de Uitbating van Luchthavens behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 november 2000.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA



**8 NOVEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant création du comité de concertation pour l'environnement de l'aéroport de Liège-Bierset**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles telle que modifiée, notamment les articles 6, X, 1^{er} alinéa, 7°, 68, 69 et 83, § 1^{er};

Vu le décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et des aérodromes relevant de la Région wallonne;

Vu les décisions du Gouvernement wallon du 25 avril 1991 et du 7 mai 1997;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 novembre 1998 portant création et organisation du comité de concertation pour l'environnement de l'aéroport de Liège-Bierset;